

Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise que traverse le Burundi

Appel à la conscience internationale pour arrêter les crimes en cours au Burundi

Depuis le mois d'avril, la dictature de Mr Nkurunziza a démontré sa détermination à verser massivement le sang de tout un peuple. Depuis ce jeudi 10 décembre 2015, un nouveau palier vient d'être franchi dans la mise à exécution du plan macabre pour imposer son pouvoir anticonstitutionnel. **A l'évidence des actions de grandes envergures sont menées par la dictature de Nkurunziza pour massacrer plus particulièrement les jeunes qui ont contesté la violation des Accords d'Arusha et de la Constitution.**

1 Aujourd'hui, tout indique que Mr Nkurunziza a ordonné des massacres à caractère génocidaire contre les Tutsi. Nous savons que ces crimes massifs et sélectifs visent à casser le front interethnique des patriotes qui combattent le 3^{ème} mandat. Pour ce faire, il est indispensable que toute la population reste attentive afin d'éviter de tomber dans ce piège machiavélique. Aussi, nous l'appelons à maintenir l'élan de solidarité démontrée lors des manifestations héroïques et pacifiques pour débarrasser le peuple burundais de Nkurunziza, le tyran.

Le Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise burundaise :

- **Exprime son profond chagrin face à l'inertie de la Communauté Internationale qui malgré les multiples cris de détresse, tarde à constater l'inexorable mise en exécution d'un plan d'extermination de masse.**
- **Condamne très énergiquement ces massacres dont plusieurs témoignages concordent pour affirmer que dans certaines communes du pays, lors de la mise à mort de ces jeunes, ils sont d'abord triés sur des bases ethniques et politiques.**
- **En appelle à la communauté internationale pour que ces crimes politiques dont la motivation ethnique est téléguidée par le régime de Monsieur Nkurunziza soient immédiatement et énergiquement freinés.**

Il est évident que la voie de la violence est sans issue. Cependant, si la Communauté Internationale se limite à observer **l'ambition génocidaire affichée du régime de Monsieur Nkurunziza**, il est quasi certain que poussé au désespoir par les crimes du régime illégitime de M. Nkurunziza, le peuple burundais va se sentir malgré lui obligé à se défendre. Il est de la responsabilité de la Communauté Internationale à manifester sa solidarité et d'éviter que des peuples ne soient forcés de recourir à l'autodéfense contre des pouvoirs tyranniques et génocidaires.

Le Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise burundaise demande:

- **A la communauté internationale d'intervenir militairement sans autres forme de lourdeurs administratives ou diplomatiques afin de stopper les massacres et ce processus génocidaire en cours au Burundi.**
- **Au tribunal International de sortir de son silence pour faire barrage à cette violence et ces massacres à des fins politiques qui ont été clairement planifiés.**
- **A la Cour Pénale International d'examiner en urgence les dossiers en sa possession et éviter ainsi l'impression d'une impunité qui peut encourager les criminels à continuer leurs forfaits.**
- **A l'ensemble de la Communauté Africaine et Internationale de constater la disqualification définitive de Mr Nkurunziza pour avoir imposé une situation pré-génocidaire en violant sciemment les Accords d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi pour se maintenir illégalement au pouvoir.**
- **Au médiateur désigné par l'Union Africaine de réunir sans délais l'ensemble des acteurs politiques burundais afin de mettre sur pied une structure de transition.**

En attendant, **le Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise burundaise :**

- **Réaffirme son engagement en faveur du respect des Accords d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi.**
- **Réitère son message de condoléances aux familles endeuillées.**
- **Adresse ses sympathies aux nombreux blessés et à ceux dont les violences poussent (à nouveau) sur le chemin de l'exil.**
- **Appelle à une plus forte mobilisation de tous les acteurs nationaux et internationaux pour soutenir le peuple burundais en danger.**

Pour le Comité de Solidarité et de suivi de la Crise Politique et Humanitaire au Burundi.

Fait à Bruxelles, le 15 décembre 2015

La Coordination